

Polémique autour d'un cas d'esclavage

Le drame de Jabhalla

Jabhalla Mint Mohamed est au centre d'une grande polémique entre le pouvoir et des militants des droits de l'homme. Le premier crie à la manipulation, les seconds évoquent les survivances de l'esclavage dans notre pays et son entretien par les milieux du pouvoir qui font tout pour cacher la vérité sur ce fléau à l'opinion nationale et internationale.

L'affaire a éclaté le 2 mars dernier quand Jabhalla Mint Mohamed, née en 1978 probablement aux environs de Mederdra, se serait présentée à la gendarmerie pour demander à être libérée de ses maîtres, Ehl Bejidiane, de la tribu Touabir, nomadisant entre les puits de Abakak et Boudeviya, à environ 20 km de Mederdra. Informée, l'ONG "SOS Esclaves" (non reconnue) a aussitôt réagi, engageant ainsi un bras de fer avec le gouvernement qui ne veut pas entendre parler de cet esclavage.

Suite en 5

Le drame de Jabhalla

Suite de la Une

Selon le communiqué de l'organisation non reconnue de Boubacar Ould Messaou, qui milite pour dénoncer les cas révélés d'esclavage en Mauritanie, il s'agit d'une femme qui a vécu 27 ans sous le joug avec ses maîtres comme bergère. "Nous en avons été saisis le vendredi 11 mars dernier; aussitôt nous avons cherché quelqu'un de crédible qui puisse confirmer l'existence de ce cas d'esclavage", nous dit Boubacar, président de SOS Esclaves.

"Nous sommes tombés sur le journaliste Mohamed Lemine Ould Mahmoudi que nous ne connaissons pas auparavant. Il avait fait ses investigations et nous a confirmé l'histoire en nous passant la femme au téléphone. C'est alors que nous nous sommes rendus à Mederdra où nous avons été hébergés par l'épouse du sénateur Oumar O. Yali, Meya Mint Beyah. Après le dîner, Meya et sa copine Aïchetou Mint El Khadar, enseignante, nous ont conduits chez l'intéressée. Jabhalla nous confirme qu'elle était chez ses maîtres et a prétendu également avoir fait l'Inchiri en compagnie d'un troupeau avec comme seule provision un gâteau de mil. Il y a 4 mois, elle s'était remariée à un certain Mohamed O. M'bareck qui était également berger, mais chez une autre famille. C'est grâce à l'intervention de la gendarmerie de Mederdra que Jabhalla et ses deux enfants ont recouvré leur liberté.

La femme a raconté qu'elle vivait dans une situation des plus précaires. A une question de savoir si elle avait l'intention de se plaindre de ses anciens maîtres,

Jabhalla a répondu que la liberté retrouvée lui suffisait. Nous considérons qu'il s'agit d'une machination visant à discréditer l'action des défenseurs des droits de l'homme, notamment de la lutte contre l'esclavage. Les pouvoirs publics sont prêts à aller à toutes les extrêmes pour camoufler ce phénomène. Nous n'avons jamais eu à dénoncer que des cas de personnes qui se sont adressées à nous. D'ailleurs plusieurs personnes autres que celles qui sont arrêtées ont assisté à l'entretien que nous avons eu avec la femme concernée. Faut-il aussi rappeler que c'est Jabhalla en personne qui s'est adressée à la gendarmerie pour réclamer sa liberté et celle de ses enfants.

Ma conscience est tranquille car mon combat contre l'esclavage passe entre autre par la dénonciation de tous les cas reconnus par les victimes elles-mêmes. Le cas de Jabhalla, même si elle n'a pas subi de torture, est incontestablement un cas de mauvais traitement, une traite de personne clairement condamnée par les lois."

Officiellement, c'est de la manipulation

Selon la version officielle, il s'agirait en effet d'une jeune femme de 27 ans du nom de Jabhalla Mint Mohamed, une orpheline qui a été adoptée par la famille Ehl Boujedyane qui l'ont traitée comme n'importe qui de leurs enfants. Mariée depuis quatre mois à Mohamed O. Bilal, son histoire serait liée au désir du mari de l'amener chez lui, à Kiffa. Selon les pouvoirs publics, "ce fait ano-

din" a suffi aux ennemis de la nation qui ont toujours guetté toute occasion pour souiller la crédibilité du pays à travers leurs communiqués incendiaires destinés à la consommation étrangère. Ce grand mensonge qui a été publié sur les sites internet de connivence avec ces auteurs de troubles rappelle l'histoire des images, un parallèle qui a été fait dans le communiqué officiel et qui revient sur les images de prisonniers cagoulés parues sur la chaîne Al Jazira et qui avaient été à l'origine de l'arrestation des leaders islamistes.

Au moment où l'opinion publique nationale pensait avoir fini avec les éditoriaux accusateurs des organes officiels de presse, voilà qu'un éditorial cinglant mettant en cause les activistes des droits de l'homme et les traitant de tous les mots nous ramène à la réalité du pays. Il nous prouve une fois de plus qu'il est toujours difficile, ici, de connaître les limites entre les questions politiques et les questions des droits de l'homme, la frontière entre ces deux créneaux restant, sciemment, très ténue en Mauritanie. A regarder de près les termes de l'éditorial de l'AMI qui compare les images d'Al Jazira et le communiqué de SOS Esclaves, il est à craindre que l'État n'opère des arrestations dans les rangs des activistes des droits de l'homme, notamment Boubacar O. Messaoud, le président de SOS Esclaves, comme les images d'Al Jazira ont été une raison pour arrêter les islamistes.